

Strasbourg, le 25 novembre 2002

**RAPPORT
DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Station d'épuration de Strasbourg -SASE à STRASBOURG
Prescriptions complémentaires**

I. PRESENTATION DU DOSSIER

**II. AVIS ET PROPOSITIONS DE LA DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA
RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

I. PRESENTATION DU DOSSIER

La station d'épuration de Strasbourg incinère les boues issues du traitement dans un four à lit fluidisé, la société chargée de l'exploitation de l'incinérateur étant la SASE.

L'incinérateur de boues, au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 11 avril 1986 et d'un arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 1999.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 1999 , par application d'une lettre du ministre de l'environnement du 2 janvier 1997 (qui précisait que les dispositions de l'arrêté ministériel du 25 janvier 1991 relatif aux installations d'incinération de résidus urbains s'appliquaient aux installations d'incinération de boues de stations d'épuration), imposait plus particulièrement des valeurs limites de rejets à l'atmosphère.

La Directive du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2000 sur l'incinération des déchets (2000/76/CE) a été transcrite en droit français par l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002.

Divers points sont à noter dans ce texte par rapport à l'arrêté ministériel précédent :

- la fixation de valeurs limites de rejets atmosphériques pour les **dioxines** ($0,1 \text{ ng/m}^3$ - nanogramme par mètre cube) et les **oxydes d'azote** (200 mg/m^3 en moyenne journalière, 400 mg/m^3 en moyenne sur une demi-heure, exprimés en dioxyde d'azote),
- des valeurs limites de rejet pour les effluents aqueux portant sur 17 paramètres, en particulier les dioxines et furannes ($0,3 \text{ ng/l}$), les AOX (halogènes des composés organiques halogénés absorbables) et les métaux lourds,
- au niveau des conditions d'exploitation, la mise en place de brûleurs d'appoint est demandée.

II. AVIS ET PROPOSITIONS DE LA DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Les dispositions du nouvel arrêté ministériel sont applicables au 28 décembre 2005 pour les installations existantes.

L'article 34 de l'arrêté ministériel demande, qu'en application de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 modifié, une étude de mise en conformité des installations soit imposée pour toute installation existante susceptible d'être en exploitation après le 28 décembre 2005.

Cette étude, qui peut comprendre une mise à jour des informations précisées aux articles 2 et 3 du décret du 21 septembre 1977 et une étude technico-économique sur les conditions de mise en conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel, devra être transmise au Préfet avant le 28 juin 2003.

L'incinérateur de boues de la station d'épuration de Strasbourg entrant dans ce cas de figure, il est demandé au Conseil départemental d'hygiène de se prononcer sur le projet de prescriptions joint en annexe.